

GE_GERICHTE ATAS/707/2016 vom 7. September 2016

GE Cour de justice, 2016-09-07, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_707_2016

FR: GE_GERICHTE ATAS/707/2016 du 7 septembre 2016

IT: GE_GERICHTE ATAS/707/2016 del 7 settembre 2016

Erwägungen

E. 1

Conformément à l'art. 134 al. 1 let. a ch. 2 de la loi sur l'organisation judiciaire, du 26 septembre 2010 (LOJ - E 2 05) en vigueur dès le 1er janvier 2011, la chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît, en instance unique, des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 6 octobre 2000 (LPGA - RS 830.1) relatives à la loi fédérale sur l'assurance-invalidité du 19 juin 1959 (LAI - RS 831.20). Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

E. 2

Interjeté dans la forme et le délai légal, le recours est recevable (art. 56 et 60 LPGA).

E. 3

Le litige porte sur la question de savoir si l'intimé était fondé de refuser d'entrer en matière sur la nouvelle demande de prestations déposée par le recourant.

E. 4

a. À teneur de l'art. 87 al. 2 et 3 du règlement sur l'assurance-invalidité du 17 janvier 1961, en sa teneur en vigueur depuis le 1er janvier 2012 (RAI, RS 831.201), lorsque la rente ou l'allocation pour impotent - ou encore, par analogie, les mesures de réadaptation (ATF 109 V 119) - a été refusée parce que le degré d'invalidité était insuffisant ou parce qu'il n'y avait pas d'impotence, la nouvelle

A/1486/2016 - 5/8 - demande ne peut être examinée que si l'assuré rend plausible que son invalidité ou son impotence s'est modifiée de manière à influencer ses droits. Cette exigence doit permettre à l'administration qui a précédemment rendu une décision de refus de prestations entrée en force d'écarter sans plus ample examen de nouvelles demandes dans lesquelles l'assuré se borne à répéter les mêmes arguments, sans alléguer une modification des faits déterminants (ATF 130 V 64 consid. 5.2.3 p. 68, 125 V 410 consid. 2b p. 412, 117 V 198 consid. 4b p. 200 et les références). Lorsqu'elle est saisie d'une nouvelle demande, l'administration doit commencer par examiner si les allégations de l'assuré sont, d'une manière générale, plausibles. Si tel n'est pas le cas, l'affaire est liquidée d'entrée de cause et sans autres investigations par un refus d'entrée en matière (ATF 117 V 198 consid. 3a p. 198). A cet égard, l'administration se montrera d'autant plus exigeante pour apprécier le caractère plausible des allégations de l'assuré que le laps de temps qui s'est écoulé depuis sa décision antérieure est bref. Elle jouit sur ce point d'un certain pouvoir d'appréciation que le juge doit en principe respecter. Ainsi, le juge ne doit examiner comment l'administration a tranché la question de l'entrée en matière que lorsque ce point est litigieux, c'est-à-dire quand l'administration a refusé d'entrer en matière en se fondant sur l'art. 87 al. 4 RAI et que

l'assuré a interjeté recours pour ce motif. Ce contrôle par l'autorité judiciaire n'est en revanche pas nécessaire lorsque l'administration est entrée en matière sur la nouvelle demande (ATF 109 V 108 consid. 2b p. 114). b. Le principe inquisitoire, selon lequel les faits pertinents de la cause doivent être constatés d'office par l'autorité (cf. art. 43 al. 1 LPGA en vigueur depuis le 1er janvier 2003), ne s'applique pas à la procédure de l'art. 87 al. 3 RAI (ATF 130 V 64 consid. 5.2.5 p. 68 s.). Eu égard au caractère atypique de celle-ci dans le droit des assurances sociales, le Tribunal fédéral a précisé que l'administration pouvait appliquer par analogie l'art. 73 aRAI (cf. art. 43 al. 3 LPGA depuis le 1er janvier 2003) - qui permet aux organes de l'AI de statuer en l'état du dossier en cas de refus de l'assuré de coopérer - à la procédure régie par l'art. 87 al. 3 RAI, à la condition de s'en tenir aux principes découlant de la protection de la bonne foi (cf. art. 5 al. 3 et 9 Cst.; ATF 124 II 265 consid. 4a p. 269 s.). Ainsi, lorsqu'un assuré introduit une nouvelle demande de prestations ou une procédure de révision sans rendre plausible que son invalidité s'est modifiée, notamment en se bornant à renvoyer à des pièces médicales qu'il propose de produire ultérieurement ou à des avis médicaux qui devraient selon lui être recueillis d'office, l'administration doit lui impartir un délai raisonnable pour déposer ses moyens de preuve, en l'avertissant qu'elle n'entrera pas en matière sur sa demande pour le cas où il ne se plierait pas à ses injonctions. Enfin, cela présuppose que les moyens proposés soient pertinents, en d'autres termes qu'ils soient de nature à rendre plausibles les faits allégués. Si cette procédure est respectée, le juge doit examiner la situation d'après l'état de fait tel qu'il se présentait à l'administration au moment où celle-ci a statué (ATF 130 V 64 consid. 5.2.5).

A/1486/2016 - 6/8 - c. Les normes réglementaires et les principes jurisprudentiels sur les modalités de l'examen d'une nouvelle demande après que des prestations ont été refusées par une décision entrée en force ne concernent toutefois, selon leur sens et but exposés ci-avant (consid. 1.2 supra), que des demandes de prestations portant sur un objet identique. En revanche, l'assuré ne peut se voir opposer l'entrée en force d'un refus de prestations antérieur lorsqu'il fait valoir le droit à des prestations différentes, et donc un cas d'assurance différent (arrêt I 269/97 du 24 février 1998, in SVR 1999 IV n° 21 p. 64; cf. aussi ATF 117 V 198 consid. 4b p. 200). Au contraire, l'administration - et en cas de recours le juge - est tenue d'examiner de manière étendue sous l'angle des faits et du droit une demande de prestations certes nouvelle, mais qui porte sur une prétention différente de celle qui a fait l'objet de la décision de refus antérieure.

E. 5

En l'espèce, la chambre de céans constate que lors de sa première demande de prestations, le recourant indiquait souffrir du dos et sollicitait un reclassement. L'intimé, par décision du 10 mars 2009, a non seulement refusé une mesure professionnelle, mais également le droit à une rente d'invalidité. Cette décision se fondait essentiellement sur le rapport d'examen bidisciplinaire du SMR qui ne retenait aucun diagnostic psychiatrique avec effet sur la capacité de travail. Le recourant présentait, selon le psychiatre du SMR, un trouble de l'adaptation avec réaction mixte et dépressive. Il n'était pas suivi sur le plan psychiatrique, la Dresse C_____ ne l'ayant vu qu'à une seule reprise. Il n'était pas fait mention d'une hospitalisation en milieu psychiatrique. Sur le plan somatique, le recourant ne pouvait plus exercer l'activité de chauffeur-livreur, mais sa capacité de travail était totale dans une activité adaptée. Dans sa nouvelle demande du 27 octobre 2015, le recourant invoque, outre des problèmes de dos, des troubles psychiques (dépression) pour lesquels il est désormais en traitement chez un psychiatre. L'intimé lui ayant impartit un délai pour rendre plausible

l'aggravation de son état de santé, le recourant a communiqué, par l'intermédiaire de l'assistante sociale de l'Hospice général, copie d'un avis de sortie établi le 4 avril 2014 par les HUG à l'attention du Dr D_____, dont il résulte qu'il a été hospitalisé du 24 mars au 4 avril 2014 dans le service de psychiatrie générale, pour un trouble dépressif majeur. Un rapport médical détaillé devait être communiqué au psychiatre traitant. La chambre de céans constate que le recourant a produit ensuite un rapport médical établi le 16 décembre 2015 par le Dr D_____. Le psychiatre indique que le patient lui a été adressé par son médecin traitant pour un suivi psychiatrique spécialisé. Il souffre d'une dépression récurrente marquée par une humeur triste, de la fatigue, une irritabilité, un manque de concentration et d'attention, des troubles du sommeil associés à des troubles de la personnalité. Il présente aussi des troubles du comportement marqués par des crises de colère avec une intolérance à la frustration. Il n'y a pas de troubles de la lignée psychotique type délire ou hallucinations. Le patient est dans l'incapacité de travailler et de vaquer à ses A/1486/2016 - 7/8 - occupations habituelles. Il bénéficie d'une prise en charge psychiatrique et psychothérapeutique individuelle, associée à un traitement médicamenteux. Contrairement à ce que l'intimé soutient, la chambre de céans considère que le recourant a rendu vraisemblable que les conditions de fait s'étaient modifiées sur le plan psychiatrique depuis la dernière décision. Il a été hospitalisé en clinique psychiatrique pour une symptomatologie dépressive majeure et est en traitement chez un psychiatre. Partant, il a rendu plausible une aggravation de l'état de santé. Pour le surplus, il sied de relever que les motifs avancés par l'intimé relatifs à une appréciation divergente relèvent du fond. Au vu de ce qui précède, c'est à tort que l'intimé n'est pas entré en matière.

E. 6

Le recours, bien fondé, est admis. La décision querellée est annulée et la cause renvoyée à l'intimé afin qu'il entre en matière, instruisse et rende une décision.

E. 7

Au vu du sort du litige, le recourant a droit à une indemnité à titre de participation à ses frais et dépens, fixée en l'espèce à CHF 1'500.- (art. 61 let. g LPGA ; art. 6 du règlement sur les frais, émoluments et indemnités en procédure administrative du 30 juillet 1986 (RFPA - E 5 10.03)).

E. 8

Pour le surplus, la procédure est gratuite.

A/1486/2016 - 8/8 - PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES : Statuant À la forme :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.